

---

# Protectionnisme ou protections... sociales ? Pour une autre mondialisation

---

**Frédéric Boccaro**

---

On confond protectionnisme et protection ; on confond protections prétendument nationales et la nécessité de protections sociales, ces dernières exigeraient de baisser les coûts du capital et non ceux du travail ni les dépenses sociales. Cela exige des pouvoirs sur les entreprises. Et ceux qui agitent le protectionnisme ne veulent pas aborder la question qui est : comment entraîner les différents pays dans une telle dynamique de progrès ? Bref, une autre mondialisation, de partage et de développement de biens communs de toute l'humanité.

**L**es dirigeants politiques qui, comme Marine Le Pen ou d'autres, parlent de protectionnisme craignent l'intervention populaire sur les enjeux majeurs, à savoir l'argent et ses critères d'utilisation par les banques, les entreprises, l'État. C'est pour cela qu'ils prétendent réduire le ressenti populaire à une manifestation d'inquiétude devant « la mondialisation », et réduisent le débat de politique économique à un débat sur un État plus ou moins fort avec des frontières, et plus ou moins dépensier. Or, les travailleurs n'exigent pas une taxe à l'importation renchérissant les produits qu'ils achètent mais de l'emploi et des investissements : c'est-à-dire que les grands groupes et les banques utilisent tout autrement les milliards qu'ils reçoivent. Ils exigent des pouvoirs sur les délocalisations. Ils

n'exigent pas que l'État dépense plus au service des profits et de la baisse du coût du travail, dans le CICE (20 Mds€) ou dans les exonérations de cotisations sociales (32 Mds€) ou dans le Crédit impôt recherche (6 Mds€). La question est quelles dépenses? Quelle utilisation? Et quel suivi démocratique.

Désignant au forum de Davos, il y a quelques années, « deux dangers majeurs... les troubles sociaux et le protectionnisme » C. Lagarde confondait intentionnellement le protectionnisme, qu'alimentent les menaces des États-Unis appuyées sur le dollar, avec les exigences populaires. Elle cherchait déjà à pousser la protestation populaire vers le nationalisme. Deux intérêts à cela : stériliser la protestation populaire pour l'éloigner des vrais leviers, alimenter une « union sacrée » nationale derrière le patronat et ses profits. C'est révéler en réalité la crainte que les peuples se mêlent d'une autre orientation internationale.

Dans cette conjoncture, il faut se battre pour des inflexions majeures sur ces grandes questions, en France et en Europe. Et il ne s'agit pas de lâcher le besoin de révolution des gestions des entreprises et de leurs critères, du crédit et des pouvoirs des gens dessus, d'une révolution des services publics et d'une autre mondialisation de biens communs partagés de toute l'humanité contre le FMI et la domination du dollar.

Concernant les Américains. La protection douanière de leur marché, avec la renégociation des traités internationaux, peut avoir un certain effet dépressif chez nous, ainsi que sur le climat des échanges. Elle peut avoir un effet positif chez eux car, compte tenu de leur taille et de l'importance de leurs multinationales, les questions se posent très différemment pour eux que pour tous les autres pays de la planète. Ils sont globalement beaucoup moins ouverts aux importations (en part du PIB) que la France et même que l'UE. Mais c'est pour l'essentiel le dollar et la politique de pompage des capitaux du monde au profit des multinationales US qui devrait inquiéter. D'autant plus que Trump va la renforcer. Voilà des instruments fauteurs de dégâts majeurs! Pompage des capitaux et hausse des taux d'intérêt qui peuvent être meurtriers pour l'emploi, l'investissement et la production. Que va faire l'Europe?

Et par en dessous, nos dirigeants veulent nous enrôler dans une Union sacrée nationale et/ou comme supplétifs du dollar et des États-Unis dans une guerre économique contre la Chine. Il s'agirait, au contraire, de s'appuyer sur les aspirations du monde entier à sortir de l'hégémonie du dollar, y compris en Chine et bien sûr en Amérique latine.

Lorsqu'on parle du protectionnisme, on fait souvent référence aux années 1930. Et on sous-entend qu'il aurait été un élément entretenant les difficultés de l'entre-deux-guerres tandis que le libre-échange aurait permis la sortie des difficultés après 1945. Qu'en a-t-il été? Dans les années 1930, face à la crise, il y a eu le repli de la France et de l'Angleterre sur leurs empires coloniaux, des dévaluations monétaires, mais aussi une politique antisociale interne renforcée, y compris antifriction publique (la déflation Laval de juillet 1935, par un gouvernement d'une « gauche de droite »). Cela n'a pas empêché la grave récession ni les rechutes. Mais il y a eu aussi, alors,

les deux réponses allemande et américaine, opposées et symétriques : crédit et intervention publique pour la relance des productions : du côté fasciste, la militarisation à outrance appelant le conflit mondial ; du côté américain, l'appui sur une « arrière-cour » en Amérique latine.

On ne s'en est sorti qu'ensuite, après 1945, non pas par le libre-échange mais par des réformes profondes dans les grands pays capitalistes (nationalisations, autre crédit, sécurité sociale, comités d'entreprise) y compris la création du FMI permettant de dynamiser la création monétaire dans le monde, quoiqu'en instaurant la domination du dollar. Et ce sont les capacités intérieures des pays qui se sont développées, et non pas d'abord l'extraversion.

### **Cela dépend beaucoup en réalité de ce qu'on appelle protection**

Protéger oui, mais protéger quoi? Et qui? S'agit-il de sauver les profits des multinationales contre l'emploi ou de développer l'emploi, les productions utiles en France et dans le monde?

Le besoin de protections sociales nationales n'est pas nécessairement agressif. Il ne s'oppose pas aux échanges internationaux et ces protections peuvent se combiner avec des accords internationaux nouveaux d'intérêt réciproque, à négocier.

Si, plus généralement, on veut parfois dire qu'il faut oser remettre en cause les orthodoxies dominantes en matière de pensée économique et de politique, c'est-à-dire d'être hétérodoxe, je suis pleinement d'accord. Il y a aujourd'hui, me semble-t-il, des réflexions convergentes de multiples hétérodoxes pour refonder le rôle de la finance et du système bancaire dans la globalisation actuelle, et pas pour seulement s'intéresser au commerce. Et ils sont branchés sur de nombreux courants politiques.

Mais plutôt que de se satisfaire de généralités, ou de penser revenir au capitalisme de grand-papa ou de simplement proposer de limiter la logique dominante il y a, je crois, besoin d'aller dans la radicalité précise : réexaminer les critères, les objectifs sociaux, les institutions et les pouvoirs des acteurs sociaux de toute nature.

### **Sur le fond, libre-échange et protectionnisme sont-ils vraiment antinomiques ?**

Libre-échange et protections douanières vont souvent de pair pour la rentabilité des capitaux, y compris aujourd'hui même si ces protections ont reculé.

La question, c'est l'emploi et d'autres règles que la rentabilité. Aujourd'hui, ce sont surtout les investissements à l'étranger, supports de délocalisations absolues ou relatives, qui détruisent les emplois, plus que les échanges en eux-mêmes. Et les filiales des multinationales utilisent la liberté de circulation des revenus financiers et des services (royalties et divers transferts, par opposition aux biens) pour délocaliser leurs profits au détriment des travailleurs des différents pays (Nord et Sud).

Introduire des clauses sociales ou environnementales dans les échanges pourrait se faire, mais sur les seules

marchandises cela ne suffit pas. Et cela pourrait essentiellement exclure des pays du Sud, voire les enfoncer dans des difficultés, eux qui produisent souvent *via* des filiales de multinationales du Nord. Il ne faudrait pas associer ces clauses à une action sur des critères d'investissement. Une politique massive de promotion de normes sociales et environnementales hardies avec nos pays partenaires, du Sud, de l'Est ou d'ailleurs pourrait se faire par un crédit massif aux investissements porteurs de meilleurs salaires, d'emplois supplémentaires, de formation, ici et là-bas, à taux d'autant plus abaissé que ces normes sont respectées, jusqu'au prêt à taux zéro. Au contraire, il y aurait pénalisation très forte des autres investissements à l'étranger, avec des taux dissuasifs contre les délocalisations. La bonification de ce crédit pourrait être financée notamment par le produit de taxes douanières sur les produits ne respectant pas de telles normes.

Ce devrait être une mission majeure de pôles publics bancaires dont la constitution est à l'ordre du jour. L'utilisation du produit de ces taxes et les investissements à l'étranger devraient être suivis par des instances nouvelles de coopération non seulement entre États mais incluant les organisations de travailleurs des pays concernés. Il s'agirait par de tels crédits d'aller vers une « mise à niveau des appareils productifs et sociaux », par exemple vers un SMIC européen ou méditerranéen d'un niveau ambitieux. De telles mesures de protections sociales ne s'opposent pas aux échanges internationaux en soi, elles ne sont pas discriminatoires en termes de pays ou de produits. Et surtout cela peut être mis en œuvre à partir de la France, voire de l'Europe, avec la BCE et la BEI, sans attendre la mise en place d'autres règles au niveau du monde entier.

Tout un espace de négociation peut être exploré.

### Enfin, il y a la question de la monnaie

Toute une orthodoxie économique réduit la monnaie à un taux de change. Et donc le problème de l'euro serait sa parité monétaire avec le dollar : laisser filer l'euro permettrait d'alléger les difficultés en boostant les exportations. Remarquons que la période récente met ce raisonnement en échec : l'euro se déprécie face au dollar et nos difficultés s'enveniment. Y compris celles du commerce extérieur, dont le déficit est à des niveaux historiques ! En outre la faiblesse du taux de change euro/dollar participe à inciter les capitaux à aller aux États-Unis ou à remonter les taux d'intérêt en Europe pour maintenir les capitaux ici... mais en tuant l'emploi et l'investissement efficace.

Il faut accepter de penser que la monnaie c'est une valeur d'échange appuyée sur un système formé des institutions qui la créent et la gèrent (banques et BCE) donnant une base à cette valeur d'échange et imposant un certain but, le profit (cf. encadré). Il faut sortir du fétichisme du taux de change et des billets de banque. Le cœur ce sont bien les pouvoirs qui s'exercent sur l'euro à travers la BCE et les banques. La BCE agit essentiellement au service des marchés financiers, en ayant le réalisme nécessaire au capitalisme qui consiste à éviter les effondrements complets en soutenant un peu la croissance. Agir au service des marchés financiers, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est simple : viser les profits. Les banques et la BCE créent effectivement les euros pour qu'ils soient utilisés afin de faire du profit, contre l'emploi voire contre la valeur ajoutée réelle. S'opposer à la domination économique exercée par l'euro, c'est imposer d'autres buts à la création des euros : les investissements efficaces et porteurs d'emploi, les

## La monnaie pour Marx

La monnaie pour Marx c'est « le corps de la valeur d'échange ». : « cf. Les analyses de Paul Boccara in Théorie sur crise de structure et régulation, III, *Issues* n° 34. »

Ce n'est pas que de la valeur tout court, mais d'emblée une valeur d'échange : qui exprime un rapport entre deux valeurs. Or le capital, c'est précisément une valeur A (avec A comme argent) qui cherche son « plus », c'est-à-dire une valeur additionnelle rapportée à la valeur initiale : A qui cherche  $A' = A + \Delta A$ . Dans le capitalisme, la monnaie tend à devenir du capital. Mais pour que cela se produise, la monnaie doit quelque part être échangée contre d'autres valeurs d'usage (force de travail et machines ou titres financiers) qui vont produire... ou pas ; ou pas assez. Par exemple : pas assez de profit, et les institutions dominantes réagissent, et/ou pas assez de valeur ajoutée, et c'est l'inflation de suraccumulation pour compenser cette insuffisance de profit dans les deux cas ; avec une monnaie qui utilise le pouvoir de sa valeur d'échange pour imposer un prélèvement/transfert de valeur au profit du capital, au risque de l'inflation et de déprécier la valeur d'échange d'une devise en une autre (inflation du prix des produits, inflation des actifs financiers et de l'immobilier, déflation salariale et sociale). Ainsi c'est un rapport social, régulé par la production : un lien entre personnes et choses, et un lien entre choses et choses (monnaie et marchandises). Faire de la monnaie du capital, c'est imposer un rapport social régulé par la valeur de la

services publics. Voilà la bataille majeure à mener. Et pour cela, tous les peuples d'Europe peuvent et doivent converger pour imposer d'autres buts... en sachant utiliser les frontières du droit social et par-delà les frontières!

Ainsi, si des accords monétaires sont indispensables contre le *dumping* social dans le cadre d'autres accords économiques internationaux que le TAFTA ou le CETA, une monnaie commune mondiale est nécessaire pour mettre en œuvre le bond social d'un nouveau crédit pour le co-développement de tous.

Un embryon existe, avec les Droits de tirage spéciaux (DTS), émis par un FMI qui devrait être refondu. Car cette monnaie commune mondiale ne peut plus être le dollar des États-Unis, monopolisé par les États-Unis et fonctionnant au service des capitaux dominants. Une nouvelle sélectivité favoriserait des normes sociales, d'emploi et de formation, environnementales, avec un refinancement des banques impulsant un autre crédit. En liaison avec la monnaie se pose la question des autres biens communs mondiaux et de leur développement (la connaissance, les technologies, l'énergie, l'alimentation, les transports, la santé, la culture...). Cela ouvre sur le besoin d'autres alliances dans le monde, impliquant aussi d'autres relations avec les BRICS pour aller vers une autre mondialisation. Car si le type de mondialisation actuel est odieux et révoltant, le besoin de partager des ressources, des connaissances et des moyens à l'échelle du monde entier est plus impératif que jamais pour affronter avec réalisme et dans le progrès des défis qui de l'écologie à la paix en passant par l'emploi, les migrations ou l'alimentation sont mondiaux, qu'on le veuille ou non. ■■■



production, par une productivité réelle. Comment est-il imposé? Par les institutions qui gèrent la monnaie – les banques et la banque centrale – en lien avec la « base » fondamentale de la monnaie (ses contreparties réelles). Cette base, de nos jours, ce n'est plus seulement la richesse des capitalistes stockée dans les banques ; ce sont aussi les salaires des salariés et les retraites. La base de la monnaie tend à être mixte.

Donc en potentiel, la monnaie peut devenir autre chose : un instrument pour des avances développant les êtres humains et répondant à leurs besoins (avances pour la production, dépenses pour les services publics aux personnes).

Comment cela se joue ?

Par le pouvoir exercé par les banques : celles-ci ont le pouvoir d'imposer à la création monétaire un critère de rentabilité, c'est-à-dire de créer de la monnaie si celle-ci est utilisée à certaines conditions de rentabilité. Mais il peut en être autrement et on peut imposer d'autres critères pour l'émission monétaire. C'est en ce sens qu'il y a un conflit de pouvoir, de « souveraineté » : l'argent pour le profit ou pour les êtres humains et la nature. C'est une bataille de souveraineté populaire et du vivant, pas une bataille de souveraineté qui serait avant tout nationale, même si elle peut passer par des leviers nationaux, à conquérir, aussi bien que par des leviers européens et internationaux, mondiaux. Ce qui compte c'est d'abord le sens : dans quel but la monnaie est utilisée. Cela passe par conquérir un pouvoir sur l'usage de la monnaie de crédit, c'est-à-dire de la création monétaire. Telle est la révolution à l'ordre du jour d'une nouvelle civilisation.